

ASSISTANCE INTERNATIONALE ET DEVELOPPEMENT DANS LES COMORES

Habib ATTIA

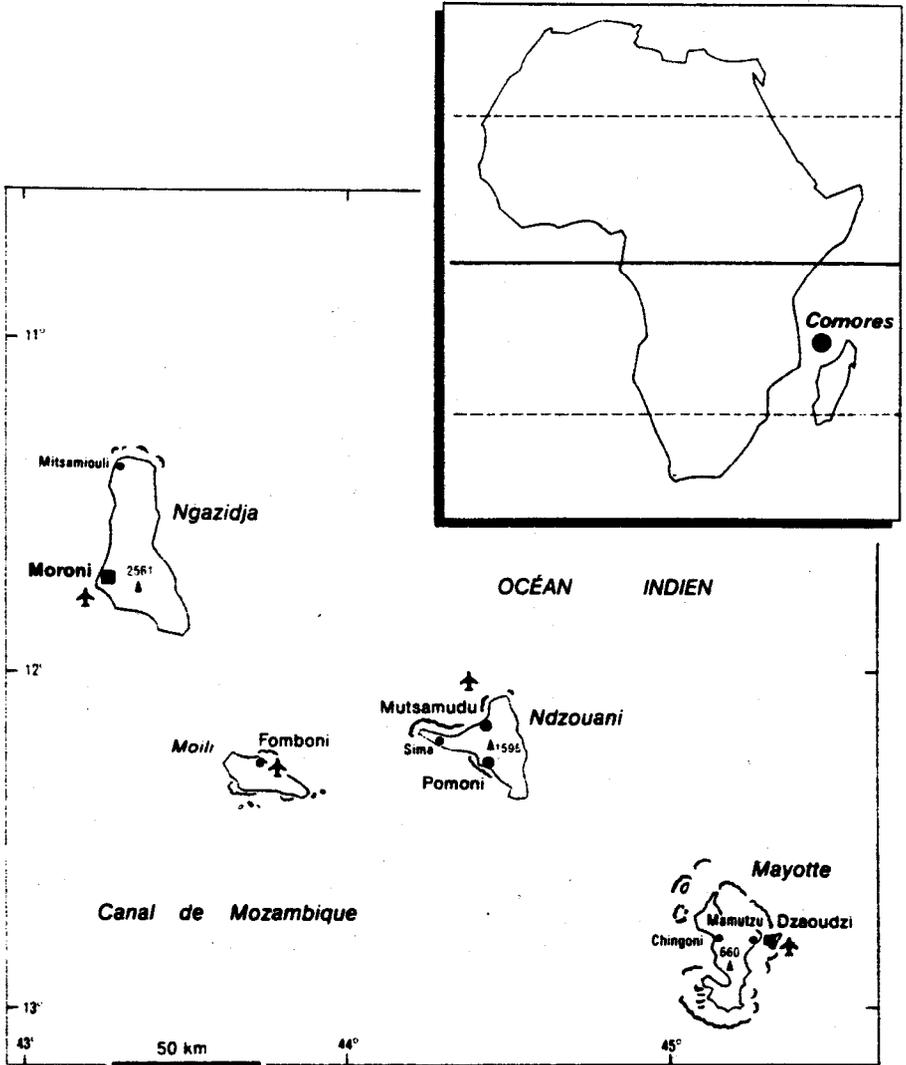
Les études consacrées à l'assistance internationale et à son rôle dans les pays du Tiers-Monde révèlent souvent des positions manichéennes fortement contrastées : exaltée par certains, elle est par contre violemment dénoncée par d'autres.

Ces derniers considèrent que l'assistance internationale correspond plus aux stratégies des pays donateurs qu'aux exigences du développement et aux besoins réels des pays d'accueil. Elle accélère par ses effets pervers multiples, la destruction des bases économiques et des valeurs des sociétés traditionnelles ; elle aggrave ainsi leur dépendance économique et leur aliénation culturelle... L'ampleur de la crise et de l'endettement des pays du Tiers-Monde, quels que soient leurs systèmes politiques, semble confirmer cette lecture critique de l'assistance internationale.

Cependant, mes recherches sur le terrain m'ont amené à constater que les projets réalisés dans le cadre de l'assistance bilatérale ou multinationale, ont des effets qui ne sont pas systématiquement négatifs mais souvent contradictoires. En particulier, *la déstabilisation de certaines structures sociales et économiques et des valeurs traditionnelles s'accompagne de l'émergence d'exigences de bien-être et de promotion sociale qui, même partiellement satisfaites, sont certainement des facteurs de changement et de progrès. De même, la réalisation de projets de développement agricoles ou autres, non conformes aux exigences d'un développement démocratique, suscite parmi les populations concernées des débats et des réactions qui aboutissent souvent à leur restructuration dans le sens voulu.*

CONTEXTE DE L'ASSISTANCE INTERNATIONALE DANS LES COMORES

L'analyse rétrospective de l'impact de l'assistance internationale dans la République Fédérale Islamique des Comores est particulièrement



intéressante et instructive (1). L'insularité, l'isolement et la dimension réduite de l'archipel d'une part, l'importance exceptionnelle et la diversité de l'aide internationale d'autre part, font des Comores un véritable "laboratoire" nature où l'on peut procéder à une radioscopie bien lisible des processus de "destruction-reconstruction" induit par cette assistance massive. Cette assistance, bilatérale et multinationale, assure 90 % des 80 milliards (F.C.), montant des investissements prévus pour le premier plan quadriennal (1983-1986).

En effet, après la déclaration unilatérale d'indépendance en 1974, la France suspend toute aide financière au nouvel état dont l'unique ressource provient des taxes douanières perçues sur l'exportation de la vanille, des girofles et de l'essence de *ylang-ylang* ; l'effondrement du marché du *coprah* a éliminé ce produit de l'exportation. La modicité et la précarité de ces revenus ne permettent guère de faire face aux besoins élémentaires d'une population en pleine croissance alors que les populations à majorité villageoise vivent dans un état de sous-équipement et de sous-développement quasi-total.

La situation dans les trois îles est différente dans la mesure où les conditions écologiques et surtout la pression démographique est nettement plus élevée à Anjouan et l'est beaucoup moins dans l'île de Moili ; par contre, c'est le manque d'eau qui est la contrainte majeure en Grande Comore.

Mais quelles que soient ces nuances, la vie villageoise est extrêmement frustrée et les équipements de base sont plutôt l'exception. D'après le recensement de 1980, presque 80 % des habitations sont en paille et pisé... L'éclairage électrique est réservé à une minorité urbaine, peut-être 8 %, et moins de 2 % dans le monde rural. L'alimentation en eau potable est une préoccupation permanente en saison sèche ; moins de 20 % de la population est alimenté par des fontaines publiques. Les conditions sanitaires et d'hygiène sont très frustrées, le paludisme est endémique. Heureusement, la malnutrition est plutôt rare ; les productions agricoles étalées sur toute l'année permettent à la population de se nourrir... même quand il y a une pénurie de riz, grâce en particulier à la consommation du manioc et de la banane.

(1) L'archipel des Comores correspond à quatre îles, d'origine volcanique, réparties sur un axe nord-ouest/sud-est à l'extrémité septentrionale du Canal de Mozambique. Si l'on excepte l'île de Mayotte (374 km²), encore sous tutelle française, les trois autres îles sont : Moili (220 km²), la plus petite et la moins densément peuplée ; Ndzouani Anjouan (424 km²) la plus montagneuse et la plus surpeuplée ; Ngazidja ou Grande Comore (1 148 km²), formée par un volcan actif (Kartala). C'est dans cette île que se trouve la capitale Moroni (25 000 habitants). Ainsi, la superficie totale est de 1 800 km² avec une population totale d'environ 420 000 en 1986, dont 80 % sont des ruraux.

Il semble que le taux de mortalité soit en 1980 de 15,7 % et la mortalité infantile atteindrait 122, l'essentiel est que l'espérance de vie plafonne à 54 ans. Les indicateurs concernant le niveau de vie sont plutôt absents ou fantaisistes ; il est évident que le doublement de la population depuis 1966 se traduit par un chômage massif des jeunes dont 70 % ont connu plus ou moins longtemps l'école primaire et dont les aspirations à des conditions de vie meilleure sont manifestes. Les traditions de la polygamie régressent chez les jeunes (25 % en 1966 — 19 % en 1980), mais les divorces et les remariages sont fréquents (224 remariages pour 100). Aussi, le nombre des femmes chefs de ménage pour cause de divorce ou décès du mari est très élevé et l'on trouve presque autant de femmes que d'hommes chefs d'exploitation agricole.

Les structures agraires sont fort contrastées ; d'immenses plantations coloniales ont accéléré un processus de paupérisation de la population rurale et aggravé la prépondérance foncière de familles urbaines sur les campagnes environnantes, d'où l'importance du métayage. L'accroissement démographique se traduit par la pulvérisation de l'exploitation qui est éclatée selon les types de cultures (rente en bas — vivrières en haut) en plusieurs parcelles. Les régimes fonciers sont extrêmement fluides et complexes ; ils se partagent entre les terres Meliki (privé), Uswayezi (domaniale) et celles du régime particulier aux Comores, Manyahuli, terres qui se transmettent de mère en fille uniquement, ce qui permet d'atténuer les conséquences de la précarité matrimoniale des femmes. Par ailleurs, les techniques culturelles traditionnelles qui permettaient à des populations moins nombreuses d'échapper à la sous-alimentation ne permettent guère de répondre aux besoins alimentaires de base d'une population de plus en plus nombreuse et de plus en plus exigeante.

La population a doublé en vingt ans ; elle atteint actuellement 420 000 habitants, soit un taux d'accroissement annuel moyen (66-80) de 3,38 %. Le taux d'urbanisation est encore faible (25 %) mais le taux d'accroissement de la population urbaine est le double de celui de l'ensemble de la population. Si le taux d'accroissement actuel se maintenait, la population atteindrait en l'an 2 000 le chiffre de 750 000 habitants. Dans l'hypothèse improbable d'une réduction du taux de natalité, la population serait de l'ordre de 600 000 habitants. Dans le cadre de cette dernière hypothèse et en tenant compte de la nécessité de relever la ration énergétique de 30 %, les besoins alimentaires vont doubler en quinze ans. Déjà, plus de 45 % des denrées consommées doivent être importées, ce qui absorbe 80 % des recettes d'exportations des produits des cultures de rente dont la commercialisation et les revenus sont de plus en plus problématiques alors qu'ils constituent l'essentiel des revenus de l'Etat. Par rapport à la superficie agricole estimée à moins de 100 000 ha, il semble que

les cultures vivrières disposeraient de quelques 45 000 ha dont 60 % seulement apte à l'intensification. Le reste serait susceptible d'une semi-intensification accompagnée par des travaux de protection pour limiter la dégradation des sols.

Ces contraintes majeures qui aggravent la dépendance alimentaire du pays et épuisent ses maigres ressources, justifient l'appel lancé dès 1976 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies pour une assistance économique internationale. Cet appel a été largement entendu dans la mesure où les Comores ont pu obtenir une aide massive sous forme de dons (2/3) ou de prêts avantageux pour le financement de travaux d'infrastructure et de la première génération des grands projets d'intensification agricole. De même, en acceptant de financer 80 % des investissements prévus par le plan intérimaire (1983-1986), les bailleurs de fonds réunis à Moroni en 1984 ont confirmé la continuité et la prépondérance de l'assistance internationale dans la vie économique et politique des Comores.

Il est important de souligner que *du fait de la déficience des structures nationales de développement, les principaux projets agricoles initiés avant 1984 ont été pour l'essentiel identifiés, conçus et réalisés directement par les différents bailleurs de fonds en dehors de toute stratégie de développement et sans souci des priorités et des préoccupations des paysans*. Aussi, il est intéressant de procéder à une analyse des principaux projets agricoles pour tenter d'éclairer le débat concernant l'assistance internationale et son efficacité. La question est d'une importance capitale ; il s'agit de vérifier si l'approche par projets sectoriels, parachutés par en haut sur le monde rural qu'il est censé dynamiser, est une stratégie perfectible ou bien s'il s'agit d'une stratégie inopérante, coûteuse et qui peut mener à la destructuration de la société qu'on se propose de développer. Cette interrogation a déjà été formulée d'une façon explicite par une mission d'évaluation de la Banque Mondiale en ces termes :

« ... Il faut s'attendre à ce que la rentabilité des projets comoriens soit modeste... ; en réalité, il est plus important de juger dans quelle mesure ces projets permettront à long terme de renforcer la capacité d'exécuter avec succès des programmes de développement rural » (2).

Pour tenter de répondre à cette question, il aurait fallu disposer d'une comptabilité nationale analytique et d'un suivi rigoureux des différents projets. L'absence de ces documents nous amène à tenter, à travers un rapide examen rétrospectif de quelques projets importants, réalisés ou en cours de réalisation, une identification des principaux

(2) Rapport de la Banque Mondiale, 1983. Le secteur rural : situation actuelle et perspectives. Les Comores, page 91.

acquis et contraintes de l'assistance internationale dans le secteur agricole.

CARACTÉRISTIQUES DES PRINCIPAUX PROJETS

LE PROJET VANILLE-GIROFLE

L'un des premiers projets importants est le projet vanille-girofle financé par la BAD et qui a démarré en 1978 (7,6 millions de dollars) ; à la suite de difficultés, le projet est actuellement gelé. Ce projet se proposait de développer la culture en alternance — vanille — ambrevade — girofle — bananier. Les différents thèmes techniques ont été peu suivis dans la mesure où les paysans ont préféré l'extension et la multiplication des lianes plutôt qu'une amélioration contraignante des techniques de production. De même, l'objectif d'améliorer la qualité de la vanille en faisant la cueillette au stade de maturité se heurtait au souci des exploitants de profiter des prix plus élevés du début de la campagne et d'éviter les vols qui sont de plus en plus fréquents.

L'attitude des paysans s'explique en particulier par la grande insécurité du marché de la vanille dont les prix peuvent varier de 3 000 FC/kg comme en 1984 et s'effondrer à moins de 1 000 FC comme ces deux dernières années. En 1982, l'exportation atteint 259 tonnes et rapporte 4 200 millions de FC ; en 1984 les exportations s'effondrent à 26 tonnes d'une valeur de 588 millions de FC, ce qui représente 10 % des disponibilités à l'exportation.

Cette ambiance d'incertitude n'est guère propice à l'intensification de la vanille ; il en est de même pour la girofle et l'*ylang-ylang* ; toutes ces cultures de rente qui représentent l'essentiel des revenus extérieurs ont un avenir incertain. Ainsi, ce projet techniquement bien conçu, mais qui a ignoré stratégies paysannes, contraintes sociales (vols), et surtout, l'extrême précarité du marché international, se trouve en panne.

LA RÉHABILITATION DE LA COCOTERAIE

Un vaste projet pour la réhabilitation de la cocoteraie fut financé par la Banque Mondiale et l'AID (Assistance Internationale pour le Développement) (5,2 milliards de dollars). Ce projet, qui a débuté en 1980, avait pour objectif la dératisation, suivie de la réhabilitation de la cocoteraie et la constitution de cocoteraies villageoises avec l'introduction de variétés améliorées. Le troisième objectif du projet était d'améliorer le conditionnement et la commercialisation du *coprah*.

La première activité de dératisation est arrêtée ; on avait tout simplement omis de tester le raticide prévu qui s'est révélé inefficace. Un nouveau produit est en voie d'expérimentation depuis 1985. Quant aux cocoteraies villageoises, comme l'on a aussi omis de consulter les intéressés, le projet se heurte au refus actuel des paysans du fait de l'effondrement des cours depuis plusieurs années et de l'arrêt des exportations. De plus, les paysans ont l'habitude de planter des arbres dispersés dans leurs parcelles où ils pratiquent des cultures étagées et s'autosuffisent en noix.

Les avatars de ce beau projet sont assez éloquentes quant à l'inconséquence des bailleurs de fonds qui lancent un vaste programme aussi onéreux sans se soucier de tester à petite échelle le raticide retenu et sans avoir tester non plus la réceptivité des paysans ; enfin, ils ont voulu promouvoir la commercialisation du *coprah* au moment où le marché était inexistant et les cours trop bas. Rarement un projet aura réuni tant d'avatars : non intégration technologique, non intégration sociale et non intégration au marché ; en attendant, les marchands de raticide et les assistants techniques sont payés. Est-ce l'objectif du projet ?

Et pourtant, le projet dans son principe et ses objectifs à long terme est valable ; l'accroissement de la population suscitera une demande intérieure plus large. Par ailleurs, la noix de coco joue un rôle énorme dans l'alimentation en « eau potable » pour les villageois qui en manquent ; chaque fois que l'on a soif, l'on ouvre une noix pour se désaltérer. Donc, à long terme, le projet est intéressant ; il pourrait redémarrer lentement peut-être, à condition de créer une demande et des prix incitatifs ; on créera alors une meilleure réceptivité de la part des paysans et cela d'autant plus qu'on aura fait l'effort de reprendre le projet à « petites doses » en y associant les paysans les plus réceptifs : une approche villageoise, modeste, progressive et intégrée (transformation) aurait permis un meilleur démarrage pour un projet moins onéreux.

LE PROJET D'AIDE ALIMENTAIRE A BUTS MULTIPLES

Ce projet financé par le PAM (Programme d'Aide Alimentaire Mondial) a été conçu comme une assistance en nature pour la réalisation des différentes actions de développement rural. C'est l'un des plus importants du fait de son extension aux trois îles et des moyens financiers mobilisés (3 189 millions FC, soit 7 018 000 dollars), soit 25 % de l'ensemble de l'assistance internationale. De 1981 à 1985, ce projet a été le principal moteur des actions menées en rémunérant en nature l'exécution des travaux de D.R.S. (Défense et Restauration des Sols), de mise en valeur des terres, de reboisement, entretien ou

création des routes et pistes, amélioration des infrastructures villageoises, formation, et vulgarisation.

Ce projet dont les résultats sont indéniables, suscite une série de questions : "Ces « stimulants artificiels »... créent un esprit « d'assisté perpétuel » qui va à l'encontre de la stabilité sociale rurale... C'est bien certain que de nombreux paysans pratiquent les méthodes proposées en D.R.S. depuis quelques années puisque le « prix » offert est intéressant. Qu'advient-il de leur champs quand la source sera tarie ?" (3)

Il est un fait bien connu que ces réalisations, faute de suivi et de maintenance, ont une vie éphémère... Aussi, il serait judicieux que tous les produits alimentaires soient vendus régulièrement ; les fonds ainsi obtenus iront financer directement différents projets villageois de développement rural intégré, dont le suivi et la maintenance seront, de ce fait, assurés par les intéressés eux-mêmes. C'est ainsi que l'achat par le projet PAM de 250 000 rejets de bananiers à des paysans ayant des excédents et leurs distributions gratuites aux paysans sinistrés par le cyclone Elinah a accéléré la reconstitution du verger.

LE PROJET « APPUI AUX SERVICES RURAUX »

Ce projet dont le coût total est estimé à 9,3 millions de dollars, a été identifié par l'AID en mars 1982 et bénéficie d'un don de 300 000 dollars pour l'élevage. Le principal objectif de ce projet qui a démarré en 1985 est de renforcer le réseau CEFADER (Centre Fédéral d'Aménagement et de Développement Rural) en matière de planification, collecte de données, gestion, mise en place d'un système de formation, construction de deux nouveaux CADER (Centre d'Aménagement et de Développement Rural), élevage et foresterie. Ce projet est intéressant dans la mesure où il vient renforcer une structure nationale ; cependant, 40 % des coûts de projet vont à l'assistance technique, ce qui laisse planer une certaine inquiétude quant aux possibilités de réalisations effectives des actions programmées au niveau des populations rurales quand on aura déduit les frais des bâtiments, voitures, essence et fonctionnement divers.

Ce projet, particulièrement intéressant dans sa conception, son approche et les actions prévues, est menacé dans son objectif principal dans la mesure où la part des investissements qui va aux réalisations est forcément réduite par rapport aux coûts de rétribution et de fonctionnement de l'assistance technique, d'où l'impérieuse urgence de la promotion de cadres comoriens.

(3) Rapport de la FAO, 1985 : Le projet de développement rural intégré de Nioumakélé et de Tsembéhou.

Ainsi, la plupart de ces grands projets posent des problèmes de différentes natures qui réduisent les impacts prévus quant à l'amélioration de la condition paysanne : problèmes des priorités et de sérieux dans la préparation (cocotier), d'approches appropriées (D.R.I., Développement Rural Intégré, de Nioumakélé-Tsembéhou), prise en charge des stratégies paysannes et du marché (vanille-girofle-bananiers), de déviations et de continuité (PAM), etc.

CARACTÉRISTIQUES DES PROJETS LES MIEUX RÉUSSIS

Il est intéressant de dégager maintenant les caractéristiques des projets qui ont le mieux réussi, du moins relativement. C'est en général le cas des projets qui répondent aux besoins réels des paysans et qui ont pu associer à leur action initiale les préoccupations des paysans ou les intégrer en cours de réalisation. C'est, par exemple, le cas du projet maïs qui s'est élargi progressivement aux autres cultures vivrières et s'est parfaitement intégré à la dynamique paysanne dans la mesure où il répond aux besoins alimentaires croissants des populations et assure des revenus sûrs et lucratifs tout en étant parfaitement adapté aux petites exploitations familiales. Ce projet, financé par le FED (Fond Européen de Développement) (1,6 millions de dollars en 1986), a déjà concerné dès 1982, plus de 5 300 exploitants qui ont planté 1 500 ha et obtenu des rendements de 1 130 kg/ha au lieu de 450 kg/ha pour le maïs traditionnel. Malgré les difficultés de démarrage, l'influence du projet s'amplifie d'autant plus que les prix sont incitatifs (8 500 FC le quintal). De même, les prix extrêmement lucratifs et la forte demande ont permis le succès des cultures maraichères (en particulier de la tomate) et fruitières (agrumes). C'est aussi parce qu'ils répondent à une demande réelle que les projets d'aviculture soutenus par le PNUD/FAO, l'UNICEF et le FED ont connu un essor fulgurant. Par contre, les programmes de formation ou de recherche très intéressants, souffrent de la déficience des moyens concrets d'action et ne réalisent que partiellement les programmes prévus ; le programme de recherche sur les fertilisants est en attente malgré son grand intérêt.

L'IMPACT DES PROJETS SUR LA PRODUCTION

L'amélioration du niveau de vie et de l'alimentation rurale est inégale et difficile à mesurer objectivement faute d'informations crédibles. Toutefois, l'on peut consulter à titre indicatif l'estimation des productions agricoles en 1984 par la Cellule de Planification de l'Agriculture et celle de 1980 retenue par le plan intérimaire (tableau page suivante). Certes, certains projets sont récents, leurs effets ne se sont pas encore pleinement manifestés ; cependant, il est intéressant

**Estimation des productions agricoles
(en tonnes)**

	1980	1983	1984
VIVRIERES			
Céréales	4 500	5 570	5 370
Légumineuses	5 500	5 200	5 320
Tubercules féculents	30 900	34 500	35 800
Bananes	31 850	34 200	37 000
Noix de coco (milliers de noix)	37 200	40 800	41 950
Fruits	2 200	2 200	2 400
Légumes	400	850	1 050
COMMERCIALES			
Vanille verte	820	900	970
Girofle (clous)	1 200	1 200	950
Ylang Ylang (fleurs)	3 150	2 650	2 700
Coprah (milliers de noix)	7 000	4 900	3 300
Divers : café, cacao, essences végétales (en millions FC)	(40,50)	(8,00)	(17,50)
VIANDES			
Bovins	1 164	1 164	1 164
Ovins caprins	120	120	120
Poulets	34	142	132
Oeufs (milliers)	730	3 555	3 860
Lait (milliers de litres)	600	600	600
BOIS (1 000 m²)			
Chauffage domestique	336	368	380
Chauffage industriel	27	37	38
Perches	10	12	12
Sciages	5	6	6
VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION (millions FC en prix constants 1982)			
TOTAL	11 543,9	12 446	12 445

Source : CEFADER

de constater que les cultures vivrières, objet prioritaire du programme d'intensification, ne semblent guère progresser ; les légumineuses semblent même régresser ; mais quelle crédibilité accorder à des estimations ? La principale conclusion que l'on peut tirer de cette comparaison est la progression du maïs, des cultures maraîchères, des bananes et surtout de la production des oeufs et des poulets de chair. Ainsi, il apparaît que c'est la demande du marché intérieur et les prix lucratifs qui influencent la progression de certains produits agricoles, alors que l'impact des grands projets d'intensification des cultures de rente ne semble guère évident pour l'instant.

Ce faible impact des projets d'intensification, est confirmé par une étude du Ministère du Plan, où l'on peut lire à la page huit :

« Le secteur rural, malgré les grands efforts déployés en investissement et en assistance technique croît à un taux inférieur à la croissance totale. Sa part dans le PIB diminue de 40 % en 1982 à 39 % en 1984, alors que ce secteur emploie pratiquement au moins 70 % de la population active ». D'après ce même document, le taux de croissance de l'agriculture (élevage, pêche et sylviculture compris), semble avoir été pendant la triennie 1983-1985 de 2,7 % alors que le taux de croissance démographique est supérieur à 3,3 % (1980). Est-ce à dire que l'objectif de l'amélioration de l'autosuffisance alimentaire régresse au lieu de progresser ? Espérons plutôt que les estimations des planificateurs sont en-dessous de la réalité ; c'est même fort probable.

CONCLUSION

Cette analyse rétrospective des principaux projets de développement agricole aux Comores permet de dégager un certain nombre d'observations de valeur générale.

La première remarque confirme *le rejet de toute position manichéenne concernant les conséquences de l'assistance internationale qui apparaissent d'après les cas analysés, contradictoires, hétérogènes et évolutives*. Les responsabilités, quant aux niveaux de réussite ou d'échec, dépendent aussi bien des pays ou des organismes donateurs que des pays d'accueil, cela, quel que soit le degré de dépendance de ces derniers.

La seconde remarque concerne *le danger d'un développement agricole réduit à une collection de projets sectoriels, conçus et réalisés par les bailleurs de fonds, en l'absence d'une stratégie et d'un programme de développement à long terme, sans que les populations concernées soient consultées et associées aux choix des décisions, à la réalisation des projets et à leur prise en charge*. C'est le cas de la plupart des grands projets qui ont été analysés ; ils ont révélé une

série d'incohérences par rapport aux priorités et aux besoins des paysans. Ils ont révélé aussi un grand *gaspillage* et même de graves *déviances* dans la mesure où l'essentiel des moyens financiers sont mobilisés pour *la rémunération de l'assistance étrangère* (40 %) alors que plus de 30 % de l'aide est consacrée aux *immobilisations* (bureaux, habitations des experts) et aux *moyens de fonctionnement* (voitures, etc.).

Il est intéressant de constater que ces grands projets dont les objectifs se sont avérés douteux sont actuellement gelés par les responsables comoriens ; leur reformulation en fonction de l'objectif prioritaire pour le développement des cultures vivrières est en cours. Il est aussi significatif que les projets identifiés plus récemment répondent mieux aux besoins et aux stratégies paysannes et concernent la valorisation de richesses existantes jusqu'alors négligées : élevage, horticulture, pêche, petite hydraulique, etc. Cela est significatif quant à la prise de conscience et à la dynamique induite à partir des réactions même, par rapport à ces projets douteux.

Ainsi, il apparaît indispensable de dépasser l'approche par collections de projets sectoriels qui a caractérisé dans la pratique le plan intérimaire (1983-1986) et de procéder à l'élaboration de perspectives décennales de développement qui précisent des objectifs réalistes, définissent la stratégie, élaborent les programmes d'action dans le cadre de plans régionaux. Les mesures institutionnelles et les politiques de prix qui doivent les accompagner sont aussi à définir. Ces perspectives de développement national doivent être régionalisées ; les spécificités insulaires l'exigent et la dimension modeste le facilite. *Il est essentiel dans une perspective de développement rural intégré qui concerne 75 % de la population, que les planificateurs en collaboration avec les autorités et les structures régionales et villageoises, définissent des plans régionaux et mêmes sous régionaux de développement. Cette nécessaire planification régionalisée permettra de dépasser l'approche sectorielle et verticale, d'associer les populations villageoises à l'élaboration des plans régionaux, de les responsabiliser et de les impliquer dans la réalisation des plans de développement rural de leurs régions où de leurs villages. C'est dans le cadre de ces perspectives décennales de développement à long terme, que l'aide internationale devra apporter sa contribution en respectant les objectifs et les priorités définis dans les perspectives nationales de développement.*

BIBLIOGRAPHIE

- B.D.P.A., Ministère des Relations Extérieures, 1983. *Pour une stratégie Alimentaire*, rapport ronéoté.
- DE MAXIMY (R.), *Archipel des Comores*. Etude géographique, 408 p.
- ROBINEAU (Cl.), 1963. *Essai sur les phénomènes de comportements économiques à Anjouan (Archipel des Comores)*. Tananarive, Université de Madagascar. 153 p.
- ROBINEAU (Cl.), 1985. Jeunesse, religion et révolution, *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, volume XXI, n° 2-3*, p. 187-196.
- Ministère de la production agricole et du développement rural, Moroni, 1985. *Rapport sur la situation du Secteur Agricole en 1984*. Rapport ronéoté, 65 p.
- Rapport de la Banque Centrale des Comores, *Rapport Annuel*, 1984, rapport ronéoté, 75 p.
- Rapport de la Banque Mondiale, mars 1983 *Le secteur rural. Situation actuelle et perspectives*.